Les statistiques annuelles des cours et tribunaux

Données 2023

Tribunaux du travail

Collège des cours et tribunaux

College van de hoven en rechtbanken

Nous remercions les comités de direction, le personnel des greffes ainsi que le service d'encadrement ICT du SPF Justice.

L'utilisation du contenu de cette publication à titre explicatif ou justificatif dans un article ou un ouvrage est autorisée moyennant indication claire et précise de la source.

Collège des cours et tribunaux
Service d'appui
Boulevard de Waterloo 70, 1000 Bruxelles
Tél. 02/557 46 50
Courrier électronique : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site Internet : www.tribunaux-rechtbanken.be

Table des matières

I. INTRODUCTION

1.1 Statistiques de la Justice belge
1.2 Statistiques des cours et tribunaux
1.3 Remarques générales concernant les statistiques
1.4 Méthodologie sous-tendant le développement des statistiques
1.5 Contenu de la publication annuelle

II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail
1.2 L'année statistique est une année civile

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires
2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?
2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?
2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?
2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12
2.1.5 Durée output et pendant 31/12
2.2 Statistiques des actes du juge
2.2.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?
2.2.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?
2.2.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?
2.3 Rôle
2.4 Nature de l'affaire
2.5 Output
2.6 Type d'acte du juge

III. STATISTIQUES

INPUT-OUTPUT

1. Rôle

Partie 1 : Affaires sociales

1. Input-Output

1.1.a. Arrondissement – division
1.1.b. Ressort - arrondissement (nouveau)
1.1.c. Ressort – arrondissement: évolution
1.2.a. Nature
1.2.b. Nature (nouveau)

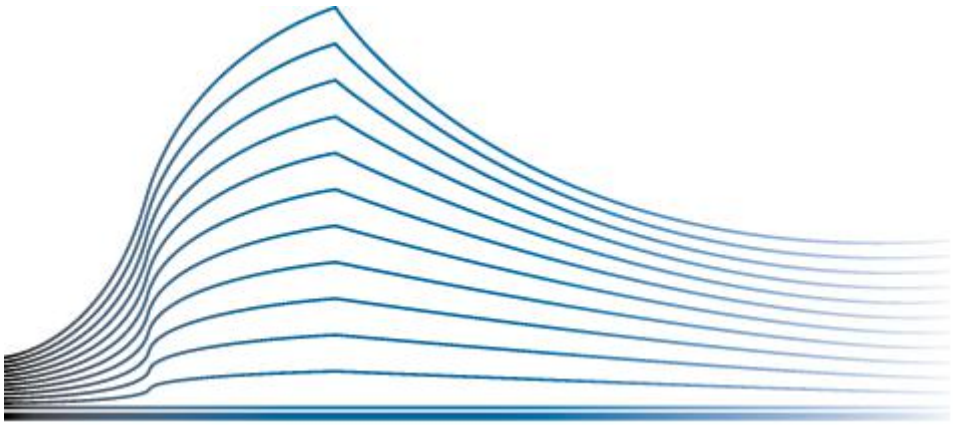
2. Type output

2.1. Arrondissement – division
2.2. Durée catégorie

3. Pendant 31/12

3.1. Arrondissement – division
3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)
3.3. Durée catégorie

4. Décisions du juge



I. INTRODUCTION

1.1 Statistiques de la Justice belge

Les statistiques des cours et tribunaux s'inscrivent dans l'ensemble des nombreuses statistiques qui sont produites au sein de la Justice en Belgique.

Au plan pénal

On distinguera selon les étapes successives de la procédure :

- **Les statistiques relatives à l'information des affaires pénales et aux décisions du Ministère public, publiées par le service d'appui du Collège des procureurs généraux**[1]. Ces statistiques informent sur les activités des parquets. Elles permettent également de répondre à des questions d'ordre criminologique telles que par exemple : « Combien d'affaires de vols avec violence la Justice enregistre-t-elle par année ? »

- **Les statistiques relatives aux activités des cours et des tribunaux en matière pénale, produites par le service d'appui du Collège des cours et tribunaux**[2].

  On distingue :

  - les activités des juridictions de l'instruction judiciaire : juges d'instruction, chambres du conseil et chambres des mises en accusation ;
  - les activités des juridictions de jugement : tribunaux de police, chambres correctionnelles et chambres de la jeunesse (pour le volet protectionnel) des tribunaux de première instance et des cours d'appel, ainsi que les cours d'assises.

  Ces statistiques renseignent sur les volumes d'affaires pénales traitées durant la phase d'instruction et durant la phase de jugement, ainsi que sur les durées demandées par ces traitements : nombre d'affaires citées, nombre d'affaires clôturées par une décision définitive, types de décisions, durées entre l'entrée et la décision, etc. On y trouve également d'autres informations concernant le volume d'activité des cours et des tribunaux : actes divers des juges et des greffes (réquisitoires, ordonnances, jugements, procès-verbaux, requêtes enregistrées, enregistrement de pièces à conviction, etc.).

  Il faut souligner que les statistiques des cours et tribunaux ne renseignent pas sur le contenu des condamnations prononcées (à l'exception des déchéances du permis de conduire).

- **Les statistiques relatives aux condamnations, aux suspensions du prononcé et aux internements.** Ces chiffres sont rassemblés et publiés par le service de la Politique Criminelle du SPF Justice (Direction générale Législation, Libertés et Droits fondamentaux). Ces statistiques portent sur les décisions judiciaires « coulées en forme de chose jugée », c'est-à-dire après extinction de tous les délais d'opposition et/ou de recours. Elles sont produites à l'aide de la banque de données du Casier judiciaire central dans lequel sont enregistrés tous les bulletins de décisions transmis par les greffes des cours et des tribunaux. Les statistiques du service de la Politique Criminelle indiquent la nature des infractions, les condamnations, les personnes jugées et les instances concernées[3].

- **Les statistiques relatives à la population carcérale**, résumées dans la publication *Justice en chiffres* du SPF Justice[4]. On y trouvera décrite l'évolution de la population carcérale, du nombre d'écrous et de libérations, ainsi qu'une description des différentes modalités de libération.

---

[1] https://www.om-mp.be/stat/intro_f.html
[2] https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/college
[3] http://www.dsb-spc.be/web/index.php?option=com_content&task=view&id=28&Itemid=47&lang=french
[4] https://justice.belgium.be/fr/statistiques/justice_en_chiffres

- **Les statistiques relatives aux activités des maisons de justice**, qui figurent également dans la publication *Justice en chiffres* du SPF Justice[4]. On peut y découvrir l'évolution du nombre d'actes accomplis dans le cadre des missions des assistants de justice : accueil des victimes, enquêtes sociales, encadrement des décisions judiciaires pénales (surveillance électronique, peines de travail, probation, liberté conditionnelle, internements, etc.).

Au plan civil

Les statistiques relatives aux activités des cours et des tribunaux en matière civile sont également produites par le service d'appui du Collège des cours et tribunaux[5]. **Ces statistiques renseignent sur les volumes d'affaires traitées durant la phase de jugement des litiges civils, ainsi que sur les durées demandées par ces traitements** : nombre d'affaires inscrites aux rôles, nombre d'affaires clôturées par une décision définitive, types de décisions, durées entre l'entrée et la décision, etc. On y trouve également d'autres informations concernant le volume d'activités civiles des cours et des tribunaux : actes divers des juges et des greffes (jugements et ordonnances, procès-verbaux, , etc.).

Les statistiques couvrent toutes les juridictions civiles, tant en première instance qu'au niveau d'appel : justices de paix, affaires civiles des tribunaux de police, sections civile, famille et jeunesse (pour le volet civil) des tribunaux de première instance, tribunaux du travail, tribunaux de l'entreprise, chambres civiles, familiales et de la jeunesse des cours d'appel.

Concernant la Cour de cassation

Les données relatives aux activités de la cour de cassation **n'entrent pas dans les projets statistiques portés par le Collège des cours et tribunaux**. On peut trouver des informations sur le volume d'affaires traitées jusqu'à l'année 2013 dans la publication Justice en chiffres du SPF Justice[6]. Pour les années suivantes, on se réfèrera utilement au rapport annuel de la Cour[7].

1.2 Statistiques des cours et tribunaux

Le service d'appui du Collège des cours et tribunaux est en charge de la publication annuelle des statistiques d'activité des cours et des tribunaux. Chaque instance dispose d'une publication spécifique qui contient toute une série de mesures statistiques.

Le service d'appui met également à disposition « Les chiffres-clés de l'activité judiciaire », rassemblant le nombre d'affaires pendantes, nouvelles et clôturées pour toutes les juridictions depuis l'année 2010.

Autant de documents que vous pouvez retrouver sur **notre site internet** (www.tribunaux-rechtbanken.be), en cliquant sur « Infos utiles » puis « Statistiques ».

1.3 Remarques générales concernant les statistiques

Un grand nombre de facteurs influencent **la qualité des statistiques**. Dans le cas présent, nous pouvons citer par exemple la qualité de l'encodage des données judicaires dans le système informatique, l'utilisation uniforme de ce système informatique et des codes qu'il contient ou même le bon fonctionnement du système informatique. Dès lors, une **certaine précaution** est toujours recommandée dans l'interprétation des statistiques.

---

[5] https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/college

[6] https://justice.belgium.be/fr/statistiques/justice_en_chiffres

[7] https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation/documents/rapports_annuels

À noter que les statistiques d'activité **ne reflètent pas la charge de travail** des cours et des tribunaux. En effet, d'autres paramètres rentrent en ligne de compte pour cela : le cadre du personnel, la complexité des affaires traitées ou encore les différentes méthodes de travail au sein des instances.
Il faut également considérer que les statistiques du service d'appui ont pour finalité d'apporter un **soutien à la prise de décision du Collège lui-même mais aussi au fonctionnement** des cours et des tribunaux. Les rubriques statistiques qui figurent dans les publications annuelles ont donc été élaborées dans le cadre de cette mission.

1.4 Méthodologie sous-tendant le développement des statistiques

Pour l'ensemble des instances, les statistiques sont calculées à partir des **données judiciaires** encodées par le personnel des greffes dans un système informatique. C'est le service d'encadrement ICT du SPF Justice, en collaboration avec les instances et le service d'appui, qui est en charge de la maintenance et du développement du système informatique mais aussi du stockage des données encodées par le personnel des greffes.

Par la suite, le service d'appui utilise ces données brutes pour développer les statistiques d'activité de chaque instance. Le service d'appui garantit la qualité, et donc la fiabilité, des statistiques publiées via un travail de fond effectué avec des représentants du terrain (greffiers et magistrats). Grâce à cette concertation, **des règles de comptage des affaires** ont été définies à un niveau national. Un **travail d'homogénéisation des pratiques d'encodage des dossiers** dans le système informatique a également été effectué ces dernières années.

1.5 Contenu de la publication annuelle

Dans le premier chapitre de cette publication, vous trouverez, pour l'instance et l'année concernées, des **informations importantes** concernant l'état d'avancement du projet statistiques et les modifications récentes ayant un impact sur la publication.

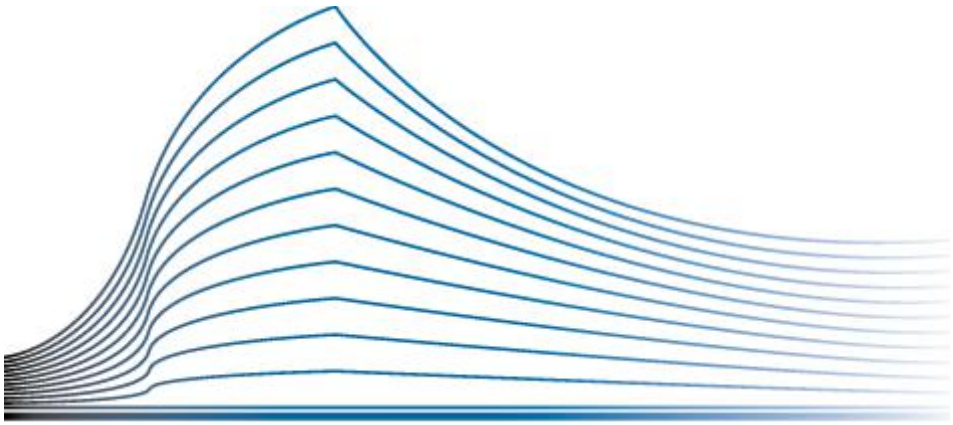
Les **concepts fondamentaux** des statistiques et les **rubriques statistiques** pour l'instance concernée sont expliqués et décrits dans le deuxième chapitre de cette publication.

Le troisième chapitre présente les **données statistiques** de l'instance concernée. Vous pouvez y consulter principalement, en fonction de l'état d'avancement du projet statistique de l'instance, les statistiques des affaires (nouvelles/pendantes/clôturées/et leur durée) et/ou des actes du juge, et ce, en fonction de différentes variables (tribunal/cour, nature de l'affaire, etc.).

Version publication 2024.
Extraction des données : 09/02/2024.

Vous avez encore des questions ? N'hésitez pas nous contacter :

Service d'appui du Collège des cours et tribunaux
Tél. : 02/557.46.50
Email : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site internet : www.tribunaux-rechtbanken.be



II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est un tribunal spécialisé et compétent dans le droit du travail et le droit de la sécurité sociale. Il traite notamment des litiges entre employeurs et travailleurs, des litiges en matière de sécurité sociale et d'assistance sociale. Depuis le 1er septembre 2007, le tribunal du travail est également compétent pour les affaires relatives au règlement collectif de dettes*. Il n'est cependant pas compétent pour les affaires pénales. Un tribunal du travail se compose de chambres dans lesquelles siègent un président (magistrat de carrière) et des magistrats non professionnels. Lorsqu'il s'agit d'un litige opposant un travailleur et son employeur, le juge de carrière est assisté par un juge social appartenant à une organisation représentative des travailleurs et un juge social appartenant à une organisation représentative des employeurs. En Belgique, il y a 9 tribunaux du travail. Tous les tribunaux du travail ont une ou plusieurs divisions.

Les statistiques tentent de donner une approche aussi réaliste que possible des flux d'affaires auxquels les tribunaux du travail ont été confrontés au cours d'une période bien déterminée.

***Les données concernant les affaires « règlement collectif de dettes ne sont pas disponibles pour l'entièreté de l'année 2023 à cause de leur migration vers un nouveau programme ICT (JustRestart). Par conséquent, nous avons choisi de ne pas les faire figurer dans la présente publication. Les statistiques seront à nouveau disponibles à partir de l'année prochaine (publication annuelle de l'année 2024).**

1.2 L'année statistique est une année civile

Les chiffres portent toujours sur une période déterminée, appelée période statistique. Pour l'élaboration des chiffres annuels, c'est l'année civile (janvier-décembre) et non l'année judiciaire (septembre-août) qui est prise comme période de référence.

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires

2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?

Une affaire est un litige qui est pendant devant un tribunal du travail. Au sein d'un tribunal du travail, chaque affaire se voit attribuer un numéro de rôle unique.

Par l'attribution d'un numéro de rôle (mise au rôle) l'affaire devient pendante. Lorsque l'affaire ne fait plus partie de la charge de travail, elle n'est plus pendante. Elle est alors comptée comme de l'output.

> 1ère remarque : Lorsqu'une affaire omise d'office est à nouveau mise au rôle à la demande de la partie la plus diligente[8], il s'agit alors d'une nouvelle affaire. Cette affaire reçoit aussi un nouveau numéro de rôle.
> 2e remarque : Les affaires annulées qui ont été mal enregistrées dans l'application, ne sont pas reprises dans les statistiques.
>
> 3e remarque : L'article 1021 du Code judiciaire prévoit que « Lorsque les dépens n'ont pas été liquidés dans le jugement, ou ne l'ont été que partiellement, ceux sur lesquels il n'a pas été statué sont réputés réservés ».

Concrètement, cela signifie que lorsque les frais de la procédure ne sont pas liquidés dans la décision définitive, la possibilité existe alors pour les parties de demander au tribunal du travail de faire cette liquidation des dépens. Cela donnera lieu à un nouveau jugement de liquidation des dépens. De la requête de liquidation des dépens à la décision à ce sujet, l'affaire est à nouveau mise au rôle (sans nouveau numéro de rôle) et son état passe dans l'application de « non pendante » à « pendante ». Après la liquidation des dépens, l'affaire devient à nouveau « non pendante ».

Il a été décidé de ne pas reprendre le « à nouveau pendant » dans les statistiques. Par conséquent, l'affaire va, dans les statistiques, passer de « pendant » à « non pendant » dès le moment où un jugement définitif aura tranché l'affaire (et pas encore les dépens). Dans les résultats statistiques, l'affaire demeurera « non pendante », malgré le fait qu'en pratique cette affaire, en ce qui concerne les frais, redevient « pendante ».

En adoptant une autre méthode de travail, il y aurait deux jugements définitifs tout en ayant une seule affaire dans « l'input ». Dans ces statistiques input-output, un rapport équilibré entre le nombre de nouvelles affaires et d'affaires clôturées est toujours de mise. Une nouvelle affaire ne peut donner lieu qu'à une seule affaire clôturée.

2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?

Une affaire débute dès qu'elle est enregistrée dans l'application « ARTT ». Par exemple, le jour du dépôt de la requête ou du paiement de la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

---

[8] Art. 730, §2, a, in fine du Code judiciaire.

2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?

Une affaire est pendante à partir du moment où elle est enregistrée dans l'application et elle le reste jusqu'au moment où elle est clôturée et ne fait plus partie de la charge de travail.

2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12

L'**input** résulte de deux paramètres :

- Les affaires qui étaient déjà inscrites au début de la période statistique et qui ne sont pas encore clôturées (**pendantes 01/01**)
- Les nouvelles affaires qui ont été inscrites pendant la période statistique (**nouvelles**).
- <u>INPUT = affaires pendantes 01/01 + nouvelles affaires</u>

L'**output** rassemble toutes les affaires pour lesquelles une décision mettant fin à l'affaire (décision définitive) a été prise au cours d'une période statistique déterminée. Ces affaires ne sont, par-là même, plus pendantes. La date de la dernière décision clôturante est prise en compte. Si une fixation est enregistrée à une date ultérieure à la décision clôturée, l'affaire n'est plus considérée comme clôturée.

Les décisions mettant fin à une affaire sont généralement : les jugements définitifs, les ordonnances définitives, les jonctions avec une autre affaire, les omissions d'office, les radiations et les désistements.

Le nombre d'affaires pendantes à la fin de la période statistique (**pendantes 31/12**) est obtenu en soustrayant à l'input total, l'output total.

- <u>AFFAIRES PENDANTES 31/12 = INPUT – OUTPUT</u>

2.1.5 Durée output et pendant 31/12

Durée moyenne et médiane output

La durée correspond au nombre de jours entre l'inscription de l'affaire (nouvelle) sur un des rôles et la date à laquelle l'affaire est clôturée (output).

Cette variable concerne <u>uniquement</u> les affaires qui sont clôturées par une <u>décision définitive</u> au cours de la période statistique. La durée des omissions d'office n'est pas prise en compte pour déterminer la durée moyenne et médiane.

La durée moyenne est obtenue en divisant la somme des durées par le nombre d'affaires clôturées. Lorsqu'une répartition « inégale » des durées se présente (un grand nombre d'affaires ne demande qu'un temps de traitement court alors qu'un petit nombre d'affaires en demande un extrêmement long), la médiane constitue un meilleur indicateur de la durée d'une affaire moyenne. La durée médiane est la durée qui se trouve au milieu dans une série statistique où les termes sont rangés de façon croissante. La moitié de ces affaires présente une durée plus courte que la médiane alors que l'autre moitié en présente une plus longue. Par exemple, les temps de traitement de cinq affaires sont 50, 60, 70, 80 et 150 jours. La durée moyenne s'élève à 82 jours et la médiane à 70 jours.

Durée moyenne affaires pendantes 31/12

Cette durée est le nombre de jours entre l'inscription de l'affaire sur un des rôles et le dernier jour de la période statistique (31/12).

Cette variable concerne uniquement les affaires qui ne sont pas encore clôturées à la fin de la période statistique.

2.2 Statistiques des actes du juge

2.2.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?

Concernant les statistiques, un acte du juge est une décision du tribunal, inscrite au répertoire du juge et qui s'est vu attribuer un numéro de répertoire. Ces actes recouvrent toutes les décisions prises par les juges, le bureau d'assistance judiciaire et le président du tribunal (jugements, ordonnances, PV, feuilles d'audience) même si certains de ces actes sont rédigés par le greffier, ils sont repris dans le système comme étant des «actes du juge ». Le greffe attribue à chaque acte un type (d'acte), ce qui permet de caractériser l'acte qui a été prononcé (PV, ordonnances,…).

> 1ière Remarque: le nombre de décisions définitives n'est pas un indicateur fiable du nombre d'affaires clôturées. Il arrive en effet que le greffe utilise une décision définitive comme décision interlocutoire et vice-versa. Ainsi, un certain nombre d'affaires, pourtant clôturées dans les faits, restent pendantes dans le système alors que d'autres sont clôturées à plusieurs reprises.
>
> 2ième Remarque: toutes les décisions ne sont pas systématiquement enregistrées dans les actes du juge. C'est le cas par exemple des radiations et des omissions qui peuvent être actées au PV d'audience.
>
> 3ième Remarque: les actes inscrits par erreur et ceux relatifs aux affaires inscrites par erreur ne figurent pas dans les résultats statistiques.

2.2.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?

La date de l'acte du juge est la date à laquelle l'acte a été prononcé (et non pas la date d'inscription dans le système informatique ou de mise au répertoire).

2.2.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?

Chaque acte inscrit au répertoire du juge a été recensé.

En revanche, les actes du juge qui renvoient à une affaire inscrite par erreur ou qui constituent une inscription erronée (identifiée grâce au type d'acte) ne sont pas pris en compte dans les statistiques.

2.3 Rôle

Le rôle est une liste sur laquelle les nouvelles affaires sont inscrites. Ces dernières sont inscrites en ordre d'arrivée auprès du tribunal du travail. Elles se voient toutes attribuer un numéro de rôle unique. Le rôle est subdivisé en plusieurs listes, et ce, d'une part, en vertu de dispositions législatives et, d'autre part, de considérations pratiques.

Liste francophone	Nederlandse lijst
Rôle général	Algemene rol
Registre des référés	Rol van de korte gedingen
Registre des requêtes (exc. RCD)	Rol van de verzoekschriften
Registre des conciliations	Register van de verzoeningen
Registre des commissions rogatoires	Register van de ambtelijke opdrachten
Registre des Pro Deo	Rol van de Pro Deo's

Rôle général

Le rôle général concerne les procédures contradictoires qui ne figurent pas dans l'un des rôles présentés ci-après.

Registre des Référés

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui sont traitées en référé.

Remarque : La notion de référé est interprétée au sens strict. Les affaires « comme en référé » ne sont pas reprises dans le rôle des référés. Elles reçoivent un numéro « rôle général ». Lors d'une procédure « comme en référé », les règles de procédure sont les mêmes que lors d'une procédure « en référé ». Cependant, dans une procédure « comme en référé », le président se prononce sur le fond, ce qui n'est pas le cas lors d'un jugement « en référé ». De la même manière, les demandes urgentes introduites sur requête ne sont pas reprises ici, elles reçoivent un numéro « registre des requêtes ».

Registre des Requêtes (excl. RCD)

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale[9] et qui n'ont pas trait au règlement collectif de dettes.

Registre des conciliations

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale et qui ont trait à des procédures de conciliation.

Registre de commissions rogatoires

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires adressées par une autre juridiction afin d'exécuter certaines mesures d'instruction.

Assistance judiciaire

Il arrive qu'une ou plusieurs partie(s) au litige introduisent une demande en vue de bénéficier de l'assistance judiciaire (ex-pro deo)[10]. L'assistance judiciaire consiste en ce que les parties au litige sont exemptées des dépens judiciaires suivants : e.a. droits de timbre et droits d'enregistrement, droits de greffe, droits d'expédition et les autres dépens. L'assistance judiciaire a toujours été attribuée par instance. Ainsi, un juge de première instance ne peut l'attribuer que pour une procédure de première instance. Si les parties décident par la suite d'aller en appel, l'assistance judiciaire devra être sollicitée à nouveau. Cette affaire sera alors mise séparément au rôle « assistance judiciaire ». L'affaire qui a donné lieu à cette demande (le litige proprement dit) sera mise au rôle comme une affaire courante, sous un autre numéro de rôle.

[9] Art. 1025 - 1034 du Code judiciaire.

[10] Depuis le 8 août 2006, le système pro deo est appelé assistance judiciaire aux articles 664 à 687 du Code judiciaire.

2.4 Nature de l'affaire

Au moment où une affaire est introduite dans l'application (au début de la procédure), elle se voit attribuer une « nature de l'affaire ». Cette dernière est une qualification qui est utilisée au sein des tribunaux afin de savoir de quelle sorte d'affaire il s'agit.

La nature de l'affaire constitue souvent une indication importante sur son degré de difficulté. Une demande d'assistance judiciaire, par exemple, est en principe moins complexe qu'une affaire « contrat de travail - ouvrier ». De ce fait, les temps moyens de traitement peuvent varier entre les différentes sortes d'affaires. Il est, par conséquent, important de tenir compte de la nature de l'affaire lorsqu'on examine des résultats statistiques.

Depuis l'implémentation de l'application « ARTT », la nature de l'affaire est enregistrée dans les greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme « nature de l'affaire » qui évolue en fonction des modifications législatives.

Les principales rubriques sont les suivantes :

Rubrique principale nature d'affaire (FR)	Hoofdrubriek aard van de zaak (NL)
Requêtes en assistance judiciaire	Rechtsbijstand
Conciliations	Minnelijke schikking
Droit du travail	Arbeidsrecht
Accidents de travail, maladies professionnelles	Arbeidsongeval, beroepsziekten
Sécurité sociale des travailleurs salaries	Sociaal zekerheidsrecht werknemers
CPAS	OCMW
Sécurité sociale des travailleurs indépendants	Sociaal zekerheidsrecht zelfstandigen
Personnes handicapées	Personen met een handicap
Conseil d'entreprise / élections sociales	Ondernemingsraad en sociale verkiezingen
Sanctions administratives	Administratieve geldboetes
Divers	Diversen
Référés	Kort gedingen
Procédures européennes	Europese procedures

2.5 Output

Cette variable reflète le type de décision par laquelle une affaire est clôturée.

Type Output (FR)	Type Output (NL)
Jugement définitif	Eindvonnis
Ordonnance définitive	Eindbeschikking
Désistement	Afstand
Radiation	Doorhaling
Omission	Weglating
Autre	Overige

Jugement définitif

Un jugement définitif est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante.

Une décision mixte se caractérise par le fait qu'une décision définitive est prise sur seulement certains points litigieux alors qu'il faut encore décider quant au fond sur d'autres points. Ce type de jugement est considéré comme un jugement interlocutoire. L'affaire reste pendante tant qu'il n'y a pas de décision définitive sur les points restants.

Attention : Dans cette publication, la définition de jugement définitif est donnée d'un point de vue statistique. La définition juridique d'un jugement définitif peut ainsi différer de celle de la définition statistique.

Ordonnance définitive

Une ordonnance définitive est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante. Dans la plupart des cas, des ordonnances sont rendues dans les affaires qui ont été inscrites sur le rôle des requêtes. La différence avec un jugement définitif réside dans le fait que cette décision ne doit pas être prononcée lors d'une audience publique.

Désistement

Par le désistement d'instance, la partie qui a saisi le tribunal renonce à la procédure qu'elle a engagée. Il importe de souligner ici qu'il n'est pas renoncé au droit lui-même. Ainsi, lorsqu'une partie se désiste, elle ne renonce pas au droit de réintroduire une autre instance lui-même. Un désistement d'instance n'implique pas nécessairement que la partie a l'intention d'accepter la décision[11].

Pour la partie qui se désiste de l'instance, la décision que le juge prendra suite à cela sera un jugement définitif. Si une seule partie se désiste de l'instance, alors le juge prononcera un jugement mixte. Pour la partie qui se désiste, il s'agit d'un jugement définitif ; pour les autres parties, il s'agit d'un jugement interlocutoire. Vu que dans ce dernier cas l'affaire est encore pendante, la décision est introduite comme un jugement interlocutoire dans l'application.

Radiation

Un procès peut être terminé par la radiation d'une affaire du rôle. Cela ne peut se produire que si toutes les parties en conviennent. La cause tombera par-là même et ne sera plus pendante.

Il est possible de rendre l'affaire à nouveau pendante en assignant à nouveau les parties. L'affaire recevra un nouveau numéro de rôle et sera recensée comme une nouvelle affaire.

Remarque : La doctrine semble d'avis qu'une radiation est une clôture, et ce, sans que le juge ne rende un jugement définitif à cet effet.

Omission d'office[12]

Une affaire peut prendre fin à la suite d'une omission d'office du rôle.

À partir du 31 mars 2023, les affaires pour lesquelles aucune audience n'est fixée depuis dix-huit mois, peuvent être omise d'office. Le greffier notifie les parties impliquées par pli judiciaire. Si une des parties ne veut pas que l'affaire soit omise d'office, alors cette partie peut l'éviter en déposant une requête en maintien au rôle général.

---

[11] Cass. 11 mars 2010, C.09.0347.N).

[12] Art. 730, §2 du Code judiciaire.

Avant le 31 mars 2023, une omission d'office s'opère une fois par an lors d'une audience particulière. Seules les affaires qui sont mises au rôle depuis plus de trois ans et pour lesquelles les débats n'ont pas commencé ou celles qui n'ont plus progressé depuis plus de trois ans peuvent être omises d'office. Si une des parties ne veut pas que l'affaire soit omise d'office, alors cette partie peut l'éviter en déposant une requête en maintien au rôle général.

Autre

Cette catégorie contient un certain nombre de décisions moins fréquentes qui mettent fin à une affaire.

2.6 Type d'acte du juge

Au moment où un acte du juge est introduit dans le système informatique, lui est attribué un "type d'acte". Le type d'acte est une qualification qui est accordée afin de savoir de quelle sorte d'acte il s'agit.

Cette qualification est une appréciation personnelle des collaborateurs qui introduisent les actes, de ce fait il est possible que le type d'acte comme il est accordé dans le système informatique, ne correspond pas tout à fait avec le type d'acte que cet acte a en réalité.

Cela sera d'autant plus le cas, si plusieurs rubriques s'appliquent à un acte, à ce moment des choix doivent être fait car chaque acte ne peut être qu'un seul type. Ainsi, les statistiques concernant les actes doivent être interprétées avec précaution.

Le type d'acte est enregistré aux greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme "type d'acte".

Celle-ci est aujourd'hui composée de plusieurs rubriques principales lesquelles sont subdivisées en sous-rubriques.

Dans cette publication, les actes du juge sont regroupés sous les catégories suivantes :

Catégorie d'acte	Categorie akte
Jugements définitifs	Eindvonnissen
Ordonnances définitives	Eindbeschikkingen
Jugements interlocutoires	Tussenvonnissen
Ordonnances interlocutoires	Tussenbeschikkingen
Procès-Verbaux	Processen-Verbaal

III. STATISTIQUES

INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1. Rôle

Rôle	Pendant 01/01	Nouveau	Nouveau %	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Rôle Général	46663	34174	84.8	80837	31341	49496	409	245
Registre des Référés	147	537	1.3	684	491	193	43	23
Registre des Conciliations	134	205	0.5	339	218	121	69	64
Registre des Commissions Rogatoires	2	1	0.0	3	0	3	.	.
Registre des Pro Deo	114	528	1.3	642	525	117	4	3
Registre de Requêtes (non RCD)	101	4837	12.0	4938	4825	113	3	2
Total	**47161**	**40282**	**100.0**	**87443**	**37400**	**50043**	**341**	**163**

Extraction : 29Mar2024

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.1.a. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Anvers	Anvers	3399	3260	6659	3396	3263	289	148
	Hasselt	1312	1399	2711	1401	1310	294	167
	Malines	1212	811	2023	967	1056	364	238
	Tongres	1035	1014	2049	974	1075	371	188
	Turnhout	973	843	1816	814	1002	359	291
	Total Arrondissement	**7931**	**7327**	**15258**	**7552**	**7706**	**317**	**182**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	6790	8656	15446	7859	7587	221	64
	Total Arrondissement	**6790**	**8656**	**15446**	**7859**	**7587**	**221**	**64**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	1721	3303	5024	2809	2215	142	71
	Total Arrondissement	**1721**	**3303**	**5024**	**2809**	**2215**	**142**	**71**
Louvain	Louvain	686	697	1383	673	710	328	190
	Total Arrondissement	**686**	**697**	**1383**	**673**	**710**	**328**	**190**
Brabant-Wallon	Nivelles	599	538	1137	489	648	315	169
	Wavre	493	652	1145	583	562	258	137
	Total Arrondissement	**1092**	**1190**	**2282**	**1072**	**1210**	**283**	**155**
Gand	Alost	446	310	756	265	491	339	267
	Bruges	1072	876	1948	809	1139	331	253
	Termonde	553	398	951	329	622	380	255
	Gand	1467	1233	2700	1042	1658	301	189
	Ypres	244	183	427	166	261	441	365
	Courtrai	644	512	1156	427	729	360	311
	Audenarde	411	344	755	342	413	345	210
	Roulers	274	205	479	202	277	330	301
	Saint-Nicolas	730	687	1417	650	767	279	142
	Furnes	129	133	262	107	155	313	209
	Total Arrondissement	**5970**	**4881**	**10851**	**4339**	**6512**	**327**	**212**
Eupen	Eupen	331	204	535	205	330	432	268
	Total Arrondissement	**331**	**204**	**535**	**205**	**330**	**432**	**268**
Liège	Arlon	231	277	508	267	241	251	77
	Dinant	761	781	1542	755	787	244	113
	Huy	826	442	1268	374	894	596	347
	Liège	7668	4946	12614	4190	8424	503	310
	Marche-en-famenne	209	276	485	246	239	219	71
	Namur	2458	1383	3841	1174	2667	341	183
	Neufchâteau	320	409	729	405	324	202	75

Extraction : 29Mar2024

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.1.a. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Liège	Verviers	1580	1002	2582	770	1812	478	247
	Total Arrondissement	**14053**	**9516**	**23569**	**8181**	**15388**	**428**	**224**
Hainaut	Binche	898	442	1340	389	951	597	412
	Charleroi	3522	1803	5325	1785	3540	570	413
	La Louvière	1474	483	1957	670	1287	918	743
	Mons	1549	816	2365	929	1436	669	513
	Mouscron	249	248	497	231	266	285	162
	Tournai	913	716	1629	706	923	339	169
	Total Arrondissement	**8605**	**4508**	**13113**	**4710**	**8403**	**591**	**414**
Total		**47179**	**40282**	**87461**	**37400**	**50061**	**341**	**163**

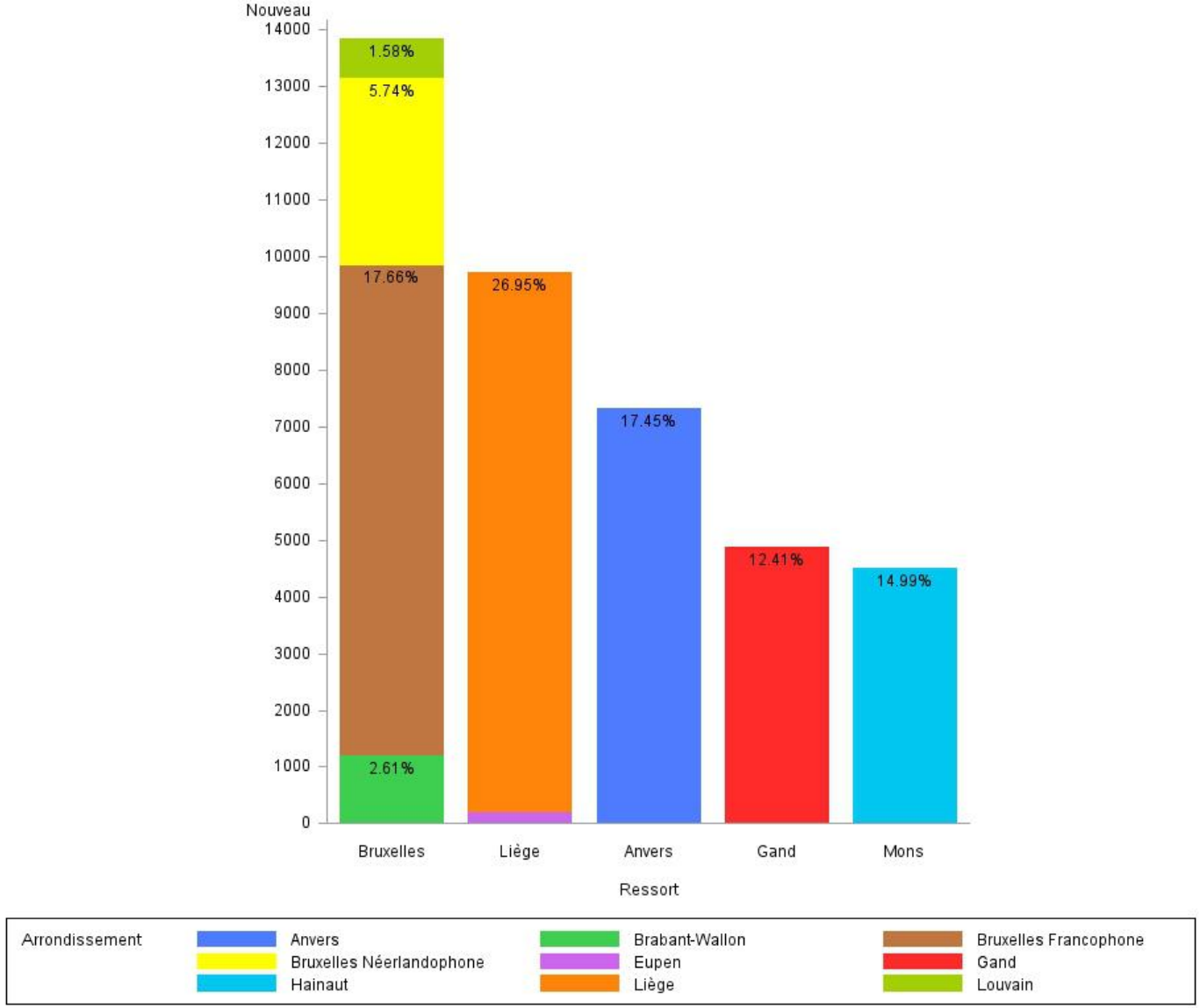
Extraction : 29Mar2024

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2023

1.1.b. Ressort - Arrondissement (Nouveau)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.1.c. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12	Evolution pendant 01/01-31/12
					Nombre	%
Anvers	Anvers	Anvers	104%	51%	-136	-4%
		Hasselt	100%	52%	-2	-0%
		Malines	119%	48%	-156	-13%
		Tongres	96%	48%	40	4%
		Turnhout	97%	45%	29	3%
		Arrondissement Anvers	103%	49%	-225	-3%
	Ressort Anvers		103%	49%	-225	-3%
Bruxelles	Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	91%	51%	797	12%
	Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	85%	56%	494	29%
	Louvain	Louvain	97%	49%	24	3%
	Brabant-Wallon	Nivelles	91%	43%	49	8%
		Wavre	89%	51%	69	14%
		Waals-Brabant	90%	47%	118	11%
	Ressort Bruxelles		90%	51%	1433	14%
Gand	Gand	Alost	85%	35%	45	10%
		Bruges	92%	42%	67	6%
		Termonde	83%	35%	69	12%
		Gand	85%	39%	191	13%
		Ypres	91%	39%	17	7%
		Courtrai	83%	37%	85	13%
		Audenarde	99%	45%	2	0%
		Roulers	99%	42%	3	1%
		Saint-Nicolas	95%	46%	37	5%
		Furnes	80%	41%	26	20%
		Arrondissement Gand	89%	40%	542	9%
	Ressort Gand		89%	40%	542	9%
Liège	Eupen	Eupen	100%	38%	-1	-0%
	Liège	Arlon	96%	53%	10	4%
		Dinant	97%	49%	26	3%
		Huy	85%	29%	68	8%
		Liège	85%	33%	756	10%
		Marche-en-famenne	89%	51%	30	14%
		Namur	85%	31%	209	9%
		Neufchâteau	99%	56%	4	1%
		Verviers	77%	30%	232	15%
		Arrondissement Liège	86%	35%	1335	9%

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.1.c. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12	Evolution pendant 01/01-31/12
					Nombre	%
Liège	Ressort Liège		86%	35%	1334	9%
Mons	Hainaut	Binche	88%	29%	53	6%
		Charleroi	99%	34%	18	1%
		La Louvière	139%	34%	-187	-13%
		Mons	114%	39%	-113	-7%
		Mouscron	93%	46%	17	7%
		Tournai	99%	43%	10	1%
		Henegouwen	104%	36%	-202	-2%
	Ressort Mons		104%	36%	-202	-2%
Total			93%	43%	2882	6%

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
procédures européennes	e2b - injonction de payer européenne	0	1	1	1	0	47	47
	Total groupe nature	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**47**	**47**
droit du travail (578)	o1a - contrat de travail ouvrier	3016	2260	5276	2059	3217	312	206
	o1b - contrat de travail employé	4036	2534	6570	2437	4133	432	372
	o1e - conventions collectives du travail	2	0	2	0	2	.	.
	o1na - discrimination hommes/femmes salariés	10	3	13	9	4	510	462
	o1o - risques psycho-sociaux (violence, harcèlemen	41	16	57	17	40	522	507
	o1p - protection conseiller en prévention	2	0	2	1	1	421	421
	o1q - discrimination travailleurs salariés	49	45	94	34	60	525	449
	o1t - action civile auditeur du travail	4	0	4	2	2	291	291
	o1tb - continuité des entreprises : homologation	1	4	5	5	0	26	16
	o1td - pensions complémentaires travailleurs	4	3	7	2	5	565	565
	o1te - pensions complémentaires travailleurs indép	5	0	5	4	1	823	677
	o1u - procédure préalable travailleurs protégés	14	101	115	97	18	13	10
	o1va - action cessation de discrimination	6	6	12	8	4	123	149
	o1vb - action cessation racisme ou xénophobie	1	2	3	0	3	.	.
	o1vc - action cessation discrim. femmes hommes	0	2	2	0	2	.	.
	o1vd - action cessation harcèlement mesures provis	4	6	10	5	5	174	93
	o1vf - mesures prises exécution droit pénal soc.	1	2	3	1	2	24	24
	o1vg - loi bien être art.32decies §2	5	1	6	0	6	.	.
	o1w - licenciement travailleur protégé	24	53	77	57	20	43	45
	o1yc - homologation de médiation volontaire	1	0	1	0	1	.	.
	o1z - droit du travail - divers	48	41	89	29	60	211	87
	Total groupe nature	**7274**	**5079**	**12353**	**4767**	**7586**	**364**	**300**
accidents de travail, maladies professionnelles (5	p1a - accidents du travail	6621	2487	9108	2527	6581	877	764
	p1b - maladies professionnelles	2524	511	3035	591	2444	1158	1075
	p1c - accidents du travail – 1/3 en capital	35	88	123	82	41	82	64
	p1e - allocations accidents du travail octroyées p	7	4	11	5	6	1151	757
	p1f - allocations maladies professionelles octroyé	9	19	28	3	25	792	641
	p1i - fonds indemnisation victimes de l'amiante	5	2	7	0	7	.	.
	p1z - accidents du travail - maladies professionne	37	15	52	20	32	699	748
	Total groupe nature	**9238**	**3126**	**12364**	**3228**	**9136**	**906**	**783**
securite sociale des travailleurs salaries (580)	q1a - cotisations travailleurs salariés	1885	4830	6715	4681	2034	80	40
	q1aa - désassujettissement ONSS	81	38	119	34	85	395	322
	q1b - allocations familiales travailleurs salariés	849	612	1461	411	1050	615	518

Extraction : 29Mar2024

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
securite sociale des travailleurs salaries (580)	q1c - chômage travailleurs salariés	6917	3743	10660	3911	6749	474	324
	q1d - assurance maladie invalidité trav. salariés	11060	7776	18836	6413	12423	514	384
	q1e - pensions travailleurs salariés	419	184	603	193	410	416	270
	q1f - vacances annuelles travailleurs salariés	228	52	280	107	173	762	562
	q1g - fonds fermeture entreprises	103	21	124	44	80	519	459
	q1h - sécurité sociale personnes assimilées	9	1	10	3	7	409	433
	q1i - contestations entre organismes de sécurité s	21	7	28	18	10	291	337
	q1j - assurance sociale sociétés mutualistes	1	0	1	1	0	1546	1546
	q1l - office sécurité sociale d'outre-mer	1	0	1	0	1	.	.
	q1m - assurance maladie complémentaire	33	22	55	20	35	583	491
	q1p - prépension spéciale	1	0	1	0	1	.	.
	q1x - recours – décision du Bureau d'aide juridiqu	59	50	109	44	65	174	115
	q1xa - recours – décision de la Commission Artiste	6	7	13	6	7	297	331
	q1y - recouvrement des prestations de soins dispen	10	4	14	4	10	353	373
	q1yb - soins médicaux, pension de dédommagement (t	17	4	21	3	18	619	617
	q1z - securite sociale des travailleurs salaries -	119	100	219	81	138	416	285
	Total groupe nature	**21819**	**17451**	**39270**	**15974**	**23296**	**374**	**225**
cpas	q2a - revenu garanti personnes âgées - sanctions	8	2	10	2	8	283	283
	q2b - prestations familiales garanties	10	17	27	10	17	347	273
	q2c - CPAS minimum de moyens d'existence	7	0	7	2	5	.	.
	q2d - intégration sociale (emploi et/ou revenu d'i	1103	1239	2342	1086	1256	205	157
	q2e - CPAS aide sociale	21	0	21	7	14	.	.
	q2ea - aide sociale	1474	1537	3011	1313	1698	190	154
	q2f - garantie de revenus aux personnes âgées	35	39	74	33	41	291	171
	q2g - accueil des demandeurs d'asile et étrangers	826	2480	3306	2190	1116	124	113
	Total groupe nature	**3484**	**5314**	**8798**	**4643**	**4155**	**162**	**130**
securite sociale des travailleurs independants (58	r1a - cotisations sécurité sociale indépendants	445	315	760	248	512	396	259
	r1aa - contestation commission des dispenses de co	11	6	17	3	14	347	405
	r1b - allocations familiales indépendants	12	9	21	6	15	358	262
	r1d - assurance maladie invalidité indépendants	535	352	887	307	580	503	365
	r1e - pensions indépendants	73	34	107	30	77	472	339
	r1h - cotisation de solidarité-indépendants	1	0	1	0	1	.	.
	r1l - cotisations sociétés pour indépendants	1	0	1	0	1	.	.
	r1o - discrimination indépendants	1	1	2	0	2	.	.
	r1z - sécurité sociale indépendants - divers	157	439	596	157	439	394	357

Extraction : 29Mar2024

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
securite sociale des travailleurs independants (58	Total groupe nature	**1236**	**1156**	**2392**	**751**	**1641**	**421**	**301**
allocations handicapes (582 1°-2°)	s1a - personnes handicapées	3113	1705	4818	1639	3179	628	505
	s1b - reclassement social des personnes handicapée	218	126	344	121	223	341	259
	s1z - personnes handicapées - divers	20	24	44	16	28	355	301
	Total groupe nature	**3351**	**1855**	**5206**	**1776**	**3430**	**607**	**490**
art. 582 ou 587	t1a - conseil d'entreprise	1	0	1	1	0	1951	1951
	t1ba - élections sociales	11	0	11	3	8	397	397
	t1c - allocation interruption de carrière	1	0	1	0	1	.	.
	t1fe - titres-services	19	8	27	3	24	631	561
	t1z - art. 582 ou 587 - varia	7	13	20	14	6	64	36
	Total groupe nature	**39**	**21**	**60**	**21**	**39**	**270**	**43**
sanctions administratives (art 583)	u1a - sanctions/amendes administratives	116	73	189	96	93	367	323
	u1d - reconnaissance ouvrier portuaire	2	0	2	1	1	.	.
	u1z - sanctions administratives - divers	13	6	19	6	13	224	219
	Total groupe nature	**131**	**79**	**210**	**103**	**107**	**359**	**323**
referes	w1a - désignation d'expert	2	0	2	1	1	.	.
	w1b - autopsie	1	0	1	0	1	.	.
	w1c - délivrance des documents sociaux	1	0	1	0	1	.	.
	w1d - accidents du travail	3	3	6	2	4	2388	2388
	w1e - contrat de travail	17	19	36	14	22	39	35
	w1g - octroi du revenu d'intégration	3	0	3	0	3	.	.
	w1h - aide sociale	11	20	31	20	11	21	18
	w1i - accueil des demandeurs d'asile et des étrang	64	439	503	408	95	31	23
	w1z - référé - divers	45	55	100	46	54	59	20
	Total groupe nature	**147**	**536**	**683**	**491**	**192**	**43**	**23**
requêtes en assistance judiciaire	g1b1 - assistance judiciaire à bureau	26	0	26	0	26	.	.
	g1c1 - assistance judiciaire à président	17	0	17	0	17	.	.
	g1d - assistance judiciaire	68	528	596	525	71	4	3
	g1z - assistance judiciaire - divers	3	0	3	0	3	.	.
	Total groupe nature	**114**	**528**	**642**	**525**	**117**	**4**	**3**
conciliations	la - conciliation (en général) 732 CJ	132	205	337	218	119	69	64
	Total groupe nature	**132**	**205**	**337**	**218**	**119**	**69**	**64**
rectification/interprétation de jugement	ia - rectification/interprétation de décision	50	86	136	71	65	98	69
	ic - tierce opposition en RCD	22	8	30	6	24	147	148
	id - commission rogatoire	1	1	2	0	2		

Extraction : 29Mar2024

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
rectification/interprétation de jugement	Total groupe nature	**73**	**95**	**168**	**77**	**91**	**102**	**71**
divers	v1b - autopsie	8	0	8	0	8	.	.
	v1c - avance sur revenu d'intégration	1	0	1	0	1	.	.
	v1d - octroi aide sociale	2	0	2	0	2	.	.
	v1f - abréviation de délais	1	0	1	0	1	.	.
	v1i - requête unilatérale	79	4836	4915	4824	91	3	2
	v1z - requête unilatérale - divers	22	0	22	0	22	.	.
	Total groupe nature	**113**	**4836**	**4949**	**4824**	**125**	**3**	**2**

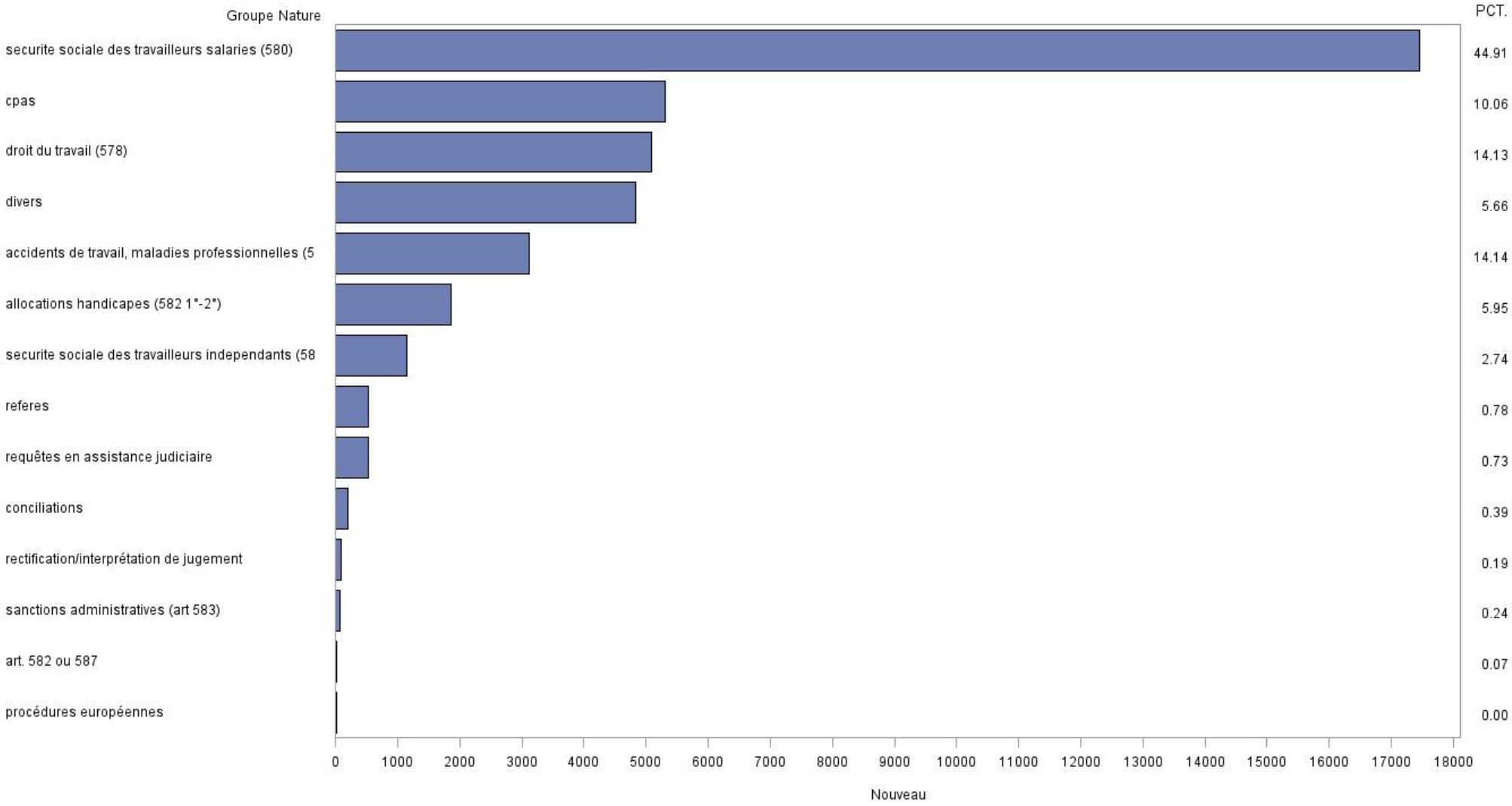
Extraction : 29Mar2024

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2023

1.2.b. Nature (Nouveau)



Extraction : 29Mar2024

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2023

2.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Anvers	Anvers	**3382**	2515	437	75	168	192	250	269	2742	331	124
	Hasselt	**1399**	978	342	12	156	71	297	157	2210	181	127
	Malines	**964**	516	411	19	185	42	265	335	6105	52	87
	Tongres	**973**	783	475	6	188	58	624	36	1792	90	211
	Turnhout	**814**	660	392	20	166	45	357	30	1615	59	175
	Total Arrondissement	**7532**	**5452**	**418**	**132**	**170**	**408**	**325**	**827**	**3921**	**713**	**138**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	**7854**	4300	364	165	406	43	189	1	120	3345	29
	Total Arrondissement	**7854**	**4300**	**364**	**165**	**406**	**43**	**189**	**1**	**120**	**3345**	**29**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	**2792**	1728	202	22	359	118	197	3	111	921	16
	Total Arrondissement	**2792**	**1728**	**202**	**22**	**359**	**118**	**197**	**3**	**111**	**921**	**16**
Louvain	Louvain	**671**	475	359	9	216	87	245	43	1632	57	219
	Total Arrondissement	**671**	**475**	**359**	**9**	**216**	**87**	**245**	**43**	**1632**	**57**	**219**
Brabant-Wallon	Nivelles	**486**	389	534	12	587	19	217	.	.	66	240
	Wavre	**583**	419	307	13	502	44	190	.	.	107	89
	Total Arrondissement	**1069**	**808**	**416**	**25**	**543**	**63**	**198**	**.**	**.**	**173**	**147**
Gand	Alost	**265**	239	346	9	156	6	216	.	.	11	311
	Bruges	**806**	638	379	18	155	67	192	.	.	83	181
	Termonde	**329**	298	390	7	187	15	258	.	.	9	59
	Gand	**1042**	857	325	24	167	85	259	.	.	76	140
	Ypres	**166**	128	433	6	446	7	765	.	.	25	369
	Courtrai	**427**	366	408	13	207	28	285	.	.	20	68
	Audenarde	**341**	276	396	9	50	23	174	.	.	33	175
	Roulers	**202**	164	365	8	159	16	317	.	.	14	92
	Saint-Nicolas	**650**	367	416	10	193	27	206	.	.	246	85
	Furnes	**107**	96	345	1	36	4	182	.	.	6	16
	Total Arrondissement	**4335**	**3429**	**373**	**105**	**177**	**278**	**247**	**.**	**.**	**523**	**131**
Eupen	Eupen	**205**	156	934	7	515	0	.	.	.	42	183
	Total Arrondissement	**205**	**156**	**934**	**7**	**515**	**0**	**.**	**.**	**.**	**42**	**183**
Liège	Arlon	**266**	190	336	5	1450	4	275	11	1879	56	46
	Dinant	**751**	533	390	7	348	11	176	53	1735	147	5
	Huy	**374**	356	753	.	.	1	206	.	.	17	61
	Liège	**4172**	3327	592	46	538	127	544	0	.	672	141
	Marche-en-famenne	**246**	161	305	3	195	6	311	5	1342	71	52
	Namur	**1171**	982	384	18	566	39	338	.	.	132	8
	Neufchâteau	**405**	277	332	2	220	7	272	12	1598	107	53

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2023

2.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Liège	Verviers	**765**	601	573	18	493	9	250	16	3003	121	40
	Total Arrondissement	**8150**	**6427**	**525**	**99**	**551**	**204**	**449**	**97**	**1923**	**1323**	**87**
Hainaut	Binche	**388**	332	627	10	730	3	370	26	2165	17	24
	Charleroi	**1776**	1490	615	20	437	36	336	159	2094	71	129
	La Louvière	**668**	540	933	5	740	.	.	86	2328	37	755
	Mons	**926**	790	686	16	572	1	307	81	2067	38	722
	Mouscron	**231**	162	428	2	326	.	.	12	1939	55	4
	Tournai	**705**	520	403	17	438	1	526	68	1794	99	15
	Total Arrondissement	**4694**	**3834**	**639**	**70**	**528**	**41**	**343**	**432**	**2088**	**317**	**210**
Total		**37302**	**26609**	**449**	**634**	**357**	**1242**	**299**	**1403**	**3138**	**7414**	**68**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2023

2.2. Durée catégorie

Durée catégorie	Output (nombre)	Output %	Durée moyenne (excl. ommisions)
1	1566	4.19	1
2-30	4489	12.0	6
31-60	4707	12.6	42
61-90	2157	5.77	75
91-180	5684	15.2	131
181-365	5811	15.5	267
366-730	6650	17.8	513
731-1095	2247	6.01	883
>1095	4089	10.9	1711
Total	**37400**	**100**	**341**

Extraction : 29Mar2024

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2023

3.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12 Nombre	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
Anvers	Anvers	3263	555	320
	Hasselt	1310	474	257
	Malines	1056	564	336
	Tongres	1075	462	272
	Turnhout	1002	603	318
	Total Arrondissement	**7706**	**536**	**301**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	7587	649	389
	Total Arrondissement	**7587**	**649**	**389**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	2215	493	283
	Total Arrondissement	**2215**	**493**	**283**
Louvain	Louvain	710	526	265
	Total Arrondissement	**710**	**526**	**265**
Brabant-Wallon	Nivelles	648	819	412
	Wavre	562	575	286
	Total Arrondissement	**1210**	**706**	**340**
Gand	Alost	491	867	448
	Bruges	1139	610	370
	Termonde	622	794	420
	Gand	1658	764	392
	Ypres	261	802	329
	Courtrai	729	749	399
	Audenarde	413	599	377
	Roulers	277	836	434
	Saint-Nicolas	767	853	402
	Furnes	155	616	322
	Total Arrondissement	**6512**	**747**	**392**
Eupen	Eupen	330	963	487
	Total Arrondissement	**330**	**963**	**487**
Liège	Arlon	241	554	390
	Dinant	787	577	390
	Huy	894	797	546
	Liège	8424	782	496
	Marche-en-famenne	239	448	332
	Namur	2667	1518	824
	Neufchâteau	324	496	316
	Verviers	1812	746	522

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2023

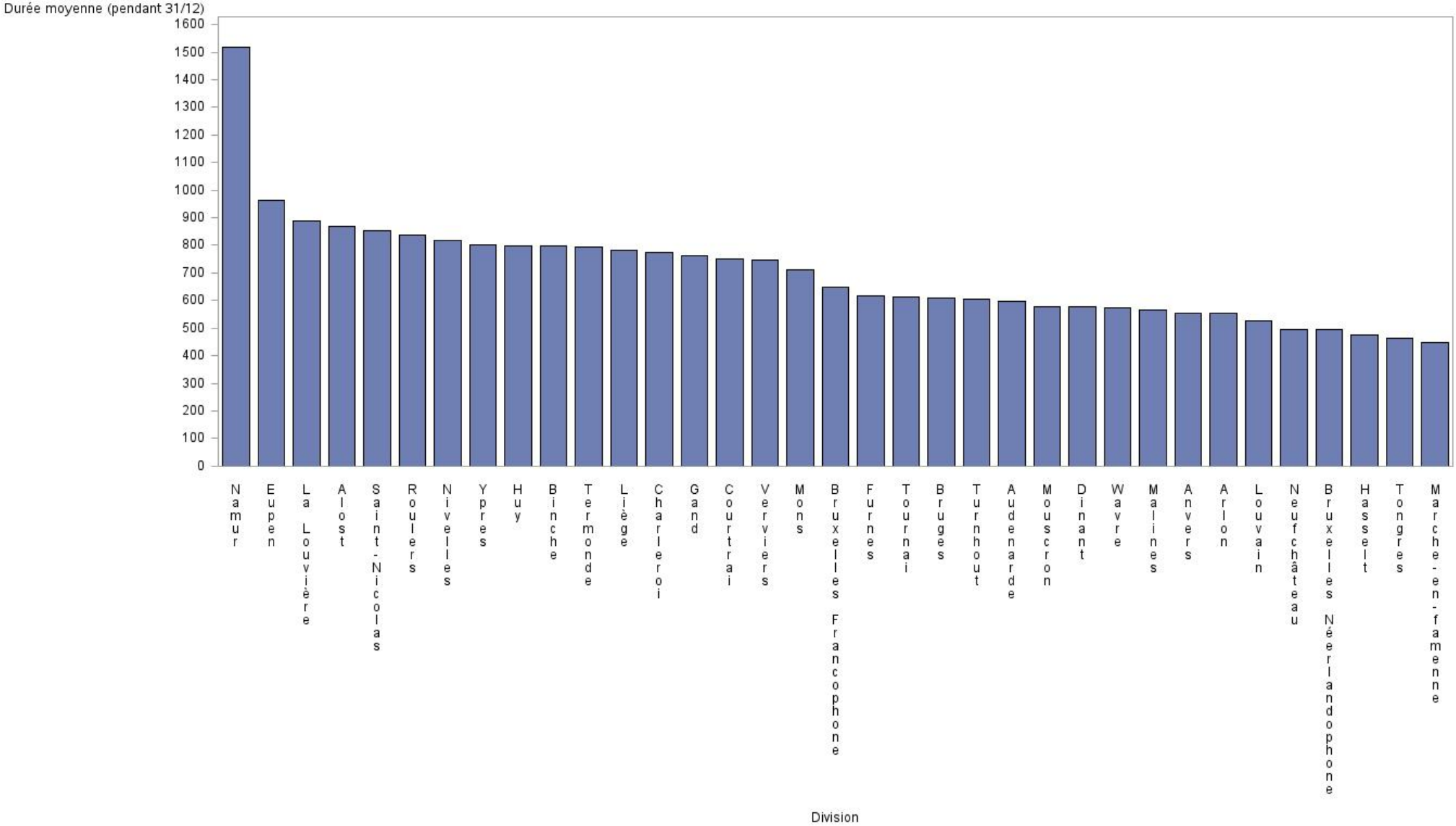
3.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
		Nombre		
Liège	Total Arrondissement	**15388**	**881**	**523**
Hainaut	Binche	951	796	587
	Charleroi	3540	773	529
	La Louvière	1287	888	734
	Mons	1436	711	469
	Mouscron	266	579	395
	Tournai	923	613	406
	Total Arrondissement	**8403**	**759**	**535**
Total		**50061**	**729**	**423**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2023

3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2023

3.3. Durée catégorie

Durée catégorie	Pendant 31/12 (nombre)	Pendant 31/12 (%)	Durée moyenne - pendant 31/12
2-30	2516	5.03	17
31-60	2805	5.60	45
61-90	2308	4.61	76
91-180	5873	11.7	132
181-365	9383	18.7	267
366-730	10067	20.1	527
731-1095	6051	12.1	903
>1095	11058	22.1	1998
Total	**50061**	**100**	**729**

Collège des cours et tribunaux (Service d'appui)
Boulevard de Waterloo 70
1000 Bruxelles
Tel.: 02 557 46 50
cct.chr.stat@just.fgov.be
https://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/college

Editeur responsable : Fabienne Bayard
Boulevard de Waterloo 70 – 1000 Bruxelles

D/2024/7951/FR/0004